

À la Une < International < Proche Moyen-Orient

LA VISTE DE SEGOLENE ROYAL AU PROCHE-ORIENT

Le Crif salue le soutien de Royal à Israël

| 09.12.2006 | 10:02
17 réactions

Le Conseil représentatif des institutions juives de France est "satisfait" des déclarations tenues par la candidate PS à Jérusalem en faveur de la politique israélienne.

Dans un communiqué diffusé mardi 5 décembre, le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) s'est dit "satisfait" des "nouvelles déclarations" de Ségolène Royal pendant son voyage en Israël. "Le Crif apprécie particulièrement la fermeté qu'elle a exprimée sur le nucléaire iranien ainsi que la reconnaissance de l'importance de la barrière de sécurité et de l'utilité des survols du Liban par l'aviation israélienne".

Franc soutien à Israël

Lundi à Jérusalem, Ségolène Royal, avait apporté un franc soutien à Israël, en affirmant la nécessité de priver l'Iran du nucléaire militaire et en excluant tout contact avec le Hamas, une organisation "terroriste".

Ségolène Royal a conclu une visite de deux jours en Israël et dans les territoires par un entretien avec le Premier ministre Ehud Olmert qui vaut reconnaissance de son statut de chef d'Etat en puissance malgré les critiques qui ont émaillé sa tournée au Proche-Orient. Ehud Olmert s'est déclaré "content" de cette entrevue. Durant son séjour de 48 heures en Israël, celle qui pourrait être la première présidente de la République française aura rencontré les principaux responsables israéliens: les ministres des Affaires étrangères Tzipi Livni et de la Défense Amir Peretz, outre Ehud Olmert.



Ségolène Royal et Ehud Olmert lund
(c) Reuters

Contre le civil nucléaire iranien

La candidate française a tenu, lors d'une conférence de presse, à "saluer les efforts de paix du gouvernement israélien", quinze jours après l'appel d'Ehud Olmert pour relancer, sous conditions, les négociations avec le chef de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas.

Sur le dossier du nucléaire iranien, elle est allée au-delà de la position de l'Etat hébreu qui réclame des sanctions pour empêcher l'Iran de se doter du nucléaire militaire. Elle a nié à Téhéran le droit d'exploiter l'énergie nucléaire civile, faute de quoi, selon elle, l'Iran posséderait à terme le nucléaire militaire et l'arme atomique.

"Vous avez devant vous la seule responsable politique qui s'est clairement exprimée contre l'accès de l'Iran au nucléaire civil. Là se trouve le plus grand danger pour Israël et toute cette partie du monde (...)", s'est exclamée Mme Royal. Selon elle, Ehud Olmert l'a "remerciée pour cette prise de position".

La responsable française a d'autre part clarifié sa position sur d'éventuels contacts avec le mouvement islamiste Hamas, dont est largement issu le gouvernement palestinien depuis sa victoire aux législatives de janvier 2006.

"Pas question de parler aux dirigeants du Hamas"

"En l'état actuel des choses, où le Hamas est sur la liste des organisations terroristes, il n'est pas question de parler aux dirigeants du Hamas", a affirmé Mme Royal.

Elle a néanmoins estimé qu'"il peut y avoir d'éventuels contacts dans le cadre des discussions menées par le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas pour former un gouvernement d'union" dans les territoires.

Encore faudrait-il, a-t-elle ajouté, que le Hamas accepte les conditions fixées internationalement: reconnaissance de l'existence de l'Etat d'Israël et de tous les accords israélo-palestiniens conclus antérieurement, renonciation à la violence.

La candidate s'était refusée vendredi à écarter a priori des contacts avec "des élus démocratiquement désignés" comme ceux du Hamas.

Pas de critique sur le mur

Ségolène Royal a aussi justifié les survols des positions de la Force intérimaire des Nations unies au Liban par des appareils israéliens. "Je sais que ces survols sont liés à la défense de la sécurité d'Israël", a-t-elle dit, après s'être étonnée de la fréquence de ces survols, lors d'une visite au sud-Liban vendredi.

La dirigeante française n'a pas non plus critiqué le mur de séparation entre Israël et la Cisjordanie édifié par les Israéliens. "Quand c'est nécessaire, c'est sans doute justifié, encore faut-il que les choses se fassent dans une bonne entente", a-t-elle affirmé.

Dans la matinée, la candidate à la succession de Jacques Chirac à l'Elysée avait visité longuement le mémorial et le musée de Yad Vashem, dédiés aux victimes de l'Holocauste. (AFP)

! LES RÉACTIONS

- sabmed** | **dur dur d'etre madame Seg**
a soixante, je m'étais rejoui comme beaucoup de français du choix du... 09.12 à 10h02
- kuriki** | **qui donne la permission a qui**

| est ce de la propagande ou de l'ignorance cette femme nommé par qui ?... 09.12 à 00h18

» Réagissez à l'article

» Voir toutes les réactions (17)

© Le Nouvel Observateur

Conformément à la loi "Informatique et Liberté" n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, nous nous engageons à informer les personnes qui fournissent des données nominatives sur notre site de leurs droits, notamment de leur droit d'accès et de rectification sur ces données nominatives. Nous nous engageons à prendre toutes précautions afin de préserver la sécurité de ces informations et notamment empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des tiers.